



Conseil de l'Union européenne

Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et services

Direction Ressources humaines

La directrice

Son Excellence Madame l'Ambassadrice/Monsieur l'Ambassadeur

Représentant(e) permanent(e) d'un
État membre auprès de
l'Union européenne

(par courriel)

Bruxelles, le 5 juillet 2022

**Objet: Détachement d'un(e) expert(e) national(e) auprès du secrétariat général du
Conseil, ORG.5 - direction Prévention et sécurité, unité Sécurité de l'information**

Réf.: SNE/08/2022

Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur,

L'unité Sécurité de l'information (ORG.5.C) du Conseil est à la recherche d'un(e) expert(e) national(e) pour renforcer ses domaines d'expertise en matière de protection des informations classifiées et non classifiées.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter que, en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

Les qualifications et l'expérience requises sont précisées en annexe. L'expert(e) devrait prendre ses fonctions au secrétariat général du Conseil au plus tard le **1^{er} novembre 2022**.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du secrétariat général du Conseil (décision (UE) 2015/1027, JO L 163 du 30.6.2015, abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidat(e)s qualifié(e)s pour ce poste.

Je vous saurais gré d'indiquer, dans les actes de candidature, le nom du ou des points de contact nationaux responsables pour chaque candidature. Les candidatures doivent être accompagnées d'un curriculum vitæ détaillant la formation et toutes les fonctions exercées jusqu'à présent, ainsi que d'une lettre de motivation. Seules les candidatures rédigées en anglais ou en français seront acceptées.

Les réponses à la présente lettre doivent être envoyées par courrier électronique, au plus tard le **2 septembre 2022 à 17 heures (heure de Bruxelles)**, à l'adresse suivante:

sne.recruitment@consilium.europa.eu.

La direction Prévention et sécurité (ORG.5) et la direction Ressources humaines examineront conjointement les candidatures reçues, feront une première sélection et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du secrétariat général du Conseil en s'adressant à M^{me} Monika Kopcheva (monika.kopcheva@consilium.europa.eu, tél.: +32 (2) 281.74.89).

Je vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération.



Nathalie Pensaert



Nathalie Pensaert

Annexe: 1

**Expert(e) national(e) détaché(e) (END)
auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

ORG.5.C - unité Sécurité de l'information

Réf.: SNE/08/2022 - 1 poste

Description de poste

A. Tâches et responsabilités

Sous l'autorité de la cheffe de l'unité Sécurité de l'information, le (la) candidat(e) sélectionné(e) devra s'acquitter des tâches suivantes:

- apporter un soutien spécialisé au fonctionnement du Comité de sécurité du Conseil et de ses sous-groupes sur les questions relevant de leur compétence, y compris des initiatives législatives telles que le projet de règlement sur la sécurité de l'information et la révision des règles de sécurité du Conseil;
- fournir des conseils sur les questions relatives à la sécurité de l'information et à l'assurance de l'information, y compris, sans que cette liste soit exhaustive, les questions relatives à la cryptographie, à l'informatique quantique, à la cybersécurité et à la sécurité de l'informatique en nuage;
- élaborer et/ou réviser des politiques ou des lignes directrices en matière de sécurité de l'information et d'assurance de l'information en ce qui concerne la protection des informations de l'UE, notamment les informations classifiées de l'UE;
- soutenir le processus d'approbation des produits cryptographiques conformément aux règles de sécurité du Conseil;
- établir des contributions écrites et/ou orales sur les questions de sécurité de l'information en vue de réunions internes ou officielles à différents niveaux, ou rendre compte de ces questions à l'encadrement supérieur du SGC;
- contribuer et/ou participer aux visites d'évaluation officielles en matière de sécurité dans les États membres, les pays tiers ou les organisations internationales effectuées afin de s'assurer que les informations classifiées de l'UE sont correctement protégées;
- entretenir des contacts avec les parties prenantes et les autorités compétentes des États membres, des États tiers et des organisations internationales sur les questions de sécurité de l'information, de gestion des risques et d'homologation des systèmes de communication et d'information.

B. **Qualifications et expérience professionnelle requises**

Les candidat(e)s devraient:

Qualifications

- avoir un niveau d'enseignement correspondant au moins à un cycle complet d'études universitaires d'une durée de quatre ans sanctionné par un diplôme, de préférence en informatique, en mathématique ou dans tout autre domaine en rapport avec les tâches et responsabilités liées au poste. Seuls les titres de formation délivrés dans des États membres ou dont l'équivalence a été établie par les autorités dans ces États membres seront pris en considération;
- avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle en rapport avec les tâches et responsabilités dans les domaines énumérés ci-après et acquise dans une organisation gouvernementale ou internationale.

Expérience professionnelle

- avoir une expérience dans le domaine de la sécurité de l'information et de l'assurance de l'information et une bonne connaissance des politiques de l'UE dans ce domaine;
- avoir une expérience en ce qui concerne la mise au point et/ou l'application de politiques/lignes directrices dans le domaine de la sécurité de l'information et de l'assurance de l'information;
- avoir une expérience dans le domaine de la cryptographie et une bonne connaissance de la politique du Conseil en matière de cryptographie et des procédures connexes au sein de l'UE et du Conseil;
- avoir une expérience dans les domaines de la gestion des risques, de l'homologation de sécurité des systèmes de communication et d'information, de la cybersécurité et de la sécurité de l'informatique en nuage.

C. **Compétences et aptitudes requises**

Les candidat(e)s devraient démontrer:

- leur capacité à travailler efficacement au sein d'une équipe dans un environnement multinational;
- leur capacité à gérer une charge de travail importante;
- une bonne capacité d'analyse et de résolution des problèmes;
- un sens aigu de l'initiative, de l'autonomie et des responsabilités;
- une bonne aptitude à communiquer (à l'oral et à l'écrit) et à travailler en réseau;
- un bon sens de la discrétion;
- une très bonne aptitude à rédiger en anglais. Un bon niveau en français constituerait un atout;
- une bonne connaissance pratique de l'utilisation des outils informatiques et bureautiques.

D. **Habilitation de sécurité**

Les candidat(e)s doivent disposer d'une habilitation de sécurité nationale au niveau SECRET UE/EU SECRET obtenue auprès de leurs autorités compétentes avant leur détachement auprès du secrétariat général du Conseil. L'habilitation doit être valable pendant toute la durée du détachement; dans le cas contraire, le secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement en tant qu'expert(e) national(e).

E. **Conditions générales**

- avoir la nationalité de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques;
- avoir satisfait à toutes les obligations légales en matière de service militaire imposées par l'État membre concerné.

Le secrétariat général du Conseil applique une politique d'égalité des chances.

De plus amples informations concernant la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M^{me} Monika Kopcheva

(tél.: +32 (2) 281.7489 - courriel: monika.kopcheva@consilium.europa.eu).